

COMITE NATIONAL D'ENTENTE

des associations patriotiques et du monde combattant

Le Président

Paris, le lundi 28 novembre 2022

Monsieur le Maire,

J'ai reçu très tardivement votre invitation pour l'inauguration de deux allées, à l'occasion du 60^e anniversaire de la Guerre d'Algérie. Je ne pourrai pas m'y rendre, mais je me permets d'y répondre en ma qualité de Président du Comité National d'Entente, qui regroupe plus de 50 associations patriotiques, d'anciens combattants et de victimes de guerre, soit environ 1.500.000 personnes.

Je tenais à vous dire que j'avais apprécié le début de votre invitation lorsque vous écrivez : « Cette année, nous commémorerons le 60^{ème} anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie. Cet événement historique demeure un sujet sensible qui imprègne les mémoires et nécessite un travail de réconciliation et de compréhension mutuelle ». Effectivement, la guerre d'Algérie fut une triple tragédie, entre les Français, entre les Algériens eux-mêmes, et aujourd'hui encore entre la France et l'Algérie ! A cet égard, je me permets de citer souvent, Mr Mohand HAMOUMOU, harki et ancien maire de Saint-Yorre, quand il dit que le seul moyen d'atténuer les tensions entre nos deux pays, est de faire l'effort « d'enterrer la guerre des mémoires ! »

Or, malgré votre propos introductif, je dois vous avouer que votre invitation va finalement raviver cette guerre, quand vous écrivez : « Quant à la seconde allée, elle rendra hommage à Ali Boumendjel, avocat et militant de l'indépendance algérienne, assassiné par l'armée française. »

Je ne nie pas les faits, car cet avocat, qui a participé à plusieurs attentats, dont celui d'un couple avec son bébé, est mort en prison dans des conditions lamentables, sous l'action d'un seul homme, le colonel Aussarresse, de triste mémoire dans l'armée française, qui s'est même vanté de l'avoir tué ! Mais cet officier n'était pas « l'Armée française » comme vous l'écrivez ! Bien au contraire, une fois à la retraite, il a été condamné, pour « apologie de crimes de guerre » et déchu de l'ordre de la Légion d'Honneur !

Voici quatre ans, dans cette même fonction, lorsque le Président de la République était allé rendre visite à la veuve de Maurice Audin, je lui avais écrit les mots suivants : « *Mais une fois passé le moment d'étonnement pour les uns, de doute pour d'autres, voire de colère pour certains, et sans occulter la réalité des faits, il faut reconnaître que votre déplacement a soulevé plus d'interrogations qu'il n'a apporté d'apaisements !* »

Et c'est bien le cas avec cette inauguration : combien de morts Ali Boumendjel a-t-il sur la conscience ? Aujourd'hui, en France, il serait poursuivi pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » et pourrait se voir condamné à des peines équivalentes à celle des attentats du 13 novembre 2015.

Et pourquoi n'honorez-vous pas quelques-uns des 25.000 soldats français, de tous grades, qui restent nos concitoyens et qui sont morts pour la France durant ces années de la Guerre d'Algérie ? Pourquoi ne pas honorer, comme le fait l'association SOLDIS, les quelque 600 soldats français, qui ont disparu, corps et bien, au cours des combats d'Algérie, ou qui ont été enlevés par le FLN, dont on a jamais su s'ils étaient morts, et de quelle manière, privant leur propre famille d'une tombe pour venir s'y recueillir....?

Récemment, la ville de Marseille a tenu à honorer un ancien Compagnon de la Libération, le général Paul Oddo, qui était Grand Croix de la Légion d'Honneur ! De même et peut-être plus symboliquement, la ville de Lorient a baptisé une allée de sa ville du nom d'un officier marinier, mort pour la France en Afghanistan, le 1^o maître Loïc Lepage ! Et le mois dernier, une place André Zirnheld, héros de la 2^o Guerre Mondiale, a été inaugurée dans le XVII^{ème} arrondissement de Paris !

Monsieur le maire, je n'apprécie pas les polémiques, dont de nombreux médias se nourrissent ! C'est pourquoi je terminerai cette lettre par une simple question, qui vous renverra à votre conscience d' élu de la Nation : que cherchez-vous en mettant un tel homme à l'honneur ? J'espère simplement que son action de terroriste ne fera pas naître des vocations parmi la jeunesse de Gonesse, qui chercheraient à s'en prendre aux habitants de votre ville...

Je vous assure de tout mon respect, pour votre fonction d' élu de la Nation !

Le Général d'armée (2s) Bruno DARY
Président du Commission National d'Entente



Destinataire : M. Jean-Pierre BLAZY, maire de Gonesse – 66, rue de Paris – 95500 - PARIS